

ÉPIQUES DE LA CHOUANNERIE BRETONNE

LA
MIRLITANTOUILLE

PAR

G. LENOTRE

Ouvrage orné de gravures

QUATRIÈME ÉDITION

Librairie académique PERRIN et C^{ie}.

23725

e. 15

La Mirlitantouille ; épisodes de la chouannerie bretonne

G. Lenotre



Librairie académique Perrin, Paris, 1925

Exporté de Wikisource le 19/12/2018

À mes Amis

*MARIE ET PAUL GUIBOURG,
en souvenir
de nos excursions dans le Penthievre,
bien affectueusement,
G. L.*

TABLE DES MATIÈRES

I. — Boishardy

Boishardy - I

Boishardy - II

II. — Duviquet

Duviquet - I

Duviquet - II

III. — La nuit du 4 Brumaire

La nuit du 4 Brumaire - I

La nuit du 4 Brumaire - II

I

BOISHARDY

I

De tous les intrigants qui, au cours de nos diverses révolutions, se sont posés en sauveurs du pays, le plus entreprenant, le plus présomptueux, le plus effronté et le plus pernicieux, fut peut-être le comte de Puisaye.

De très haute taille, de figure régulière, de manières distinguées, voire imposantes, Joseph de Puisaye, cadet d'une famille noble du Perche^[1], était de ces hommes qui, infatués de leur physique avantageux, se croient destinés à réussir dans toutes leurs entreprises. Aussi, certain de son mérite et impatient de parvenir, avait-il, dès l'adolescence, tâté de bien des choses : du séminaire d'abord, de l'armée ensuite ; mais, comme, au terme de son noviciat, on ne l'avait point sacré archevêque, comme, après six mois de régiment, il n'était pas

promu maréchal de camp, il prit en dégoût les lenteurs hiérarchiques impertinentes à sa supériorité, rentra dans la vie civile et, par la grâce de sa belle prestance et de son nom brillant, épousa, en 1781, à trente-trois ans, la fille et unique héritière du marquis de Ménilles^[2], très riche gentilhomme normand, possesseur d'un grand domaine et d'un magnifique et ancien château situé à trois lieues d'Évreux.

Ainsi nanti, et pour se rapprocher de la Cour, Puisaye achète une charge d'exempt dans la garde suisse du Roi, ce qui lui vaut le grade de colonel et la résidence de Versailles. Élu en 1789, député du Perche, il prend siège aux États Généraux parmi Nosseigneurs de l'ordre de la Noblesse ; mais il y figure sans éclat, ses opinions étant vacillantes et le classant parmi les modérés ; si bien que, la session close, il fait retraite à son château de Ménilles. La royauté abolie, Louis XVI mort, il ne reste à Puisaye que la situation modeste de capitaine de la garde nationale de son district ; mais il est né pour commander et, six mois plus tard, le voilà général d'armée. Les députés girondins, proscrits au 31 mai, se sont réfugiés à Caen ; ils vont soulever la province et marcher sur Paris, à la tête de tous les bataillons fédérés de la Normandie et de la Bretagne, révoltées contre la Terreur. C'est à Puisaye qu'est confié l'honneur de diriger l'avant-garde et d'entrer le premier dans la capitale. Il se met en mouvement le 14 juillet 1793, rencontre aux abords de Vernon les troupes révolutionnaires commandées par le suisse de l'église Saint-Eustache ; il prend ses dispositions de combat ; mais, au premier coup de canon, les deux armées lâchent pied ; celle de la Convention recule en désordre jusqu'à Versailles, tandis que le sauve-qui-peut des fédérés de Puisaye

ne s'arrête qu'au delà d'Évreux. En vain le général improvisé tente-t-il de lancer sa cavalerie en reconnaissance ; il ne peut réunir que trois dragons... Cette bataille fameuse de Pacy-sur-Eure est plus connue dans les fastes militaires sous le nom de *bataille sans larmes*, parce que, dans les deux camps, les seules victimes furent quelques lourdauds éperdus que piétinèrent dans la bousculade des camarades plus ardents à la fuite.

Puisaye rentra à Caen ; il y fut mal reçu, la population dans l'épouvante se sentant menacée des représailles de la Convention implacable ; quand il insinua qu'il avait découvert une position inexpugnable où, avec six cents hommes, il se flattait de tenir en échec l'adversaire le plus aguerri, on lui fit comprendre sans détours que ses talents stratégiques n'inspiraient plus la moindre confiance : le seul service qu'on réclamât de lui était qu'il disparût au plus tôt. D'ailleurs tous les bataillons fédérés s'étaient déjà dispersés ; les députés girondins eux-mêmes, empruntant la blouse et l'équipement des gardes nationaux bretons, s'étaient mêlés à un détachement de volontaires du Finistère pour gagner, à la faveur de ce travestissement, un port de l'Océan où ils espéraient s'embarquer^[3]. Puisaye jugea la partie perdue : il détacha de sa manche la tête de mort et les ossements en croix, insignes de son grade éphémère et partit, emmenant avec lui l'un de ses officiers d'ordonnance, le colonel Le Roy^[4], et son médecin Focard qui lui servait d'aide de camp^[5].

Où allaient-ils ? Eux-mêmes l'ignoraient. Puisaye avait de l'argent^[6], et, le plus urgent était de gagner Rennes où un ami leur remit des passeports en blanc, signés de toutes les

autorités^[7]. Ils y inscrivirent des noms de fantaisie et continuèrent leur route. On était au 3 août 1793. Leur passage fut signalé à Gevezé, à Irodouër, à La Chapelle-Chaussée ; Puisaye cherchait, dit-on, grâce à la fausse personnalité que lui créait son passeport, « à se mêler dans les rangs des républicains^[8] ». S'il y avait réussi, peut-être son histoire serait-elle celle d'un impitoyable terroriste... Le jeu lui parut périlleux, il l'abandonna et s'éloigna, toujours suivi de Focard et de Le Roy. Voyageant à cheval, par les landes et la forêt de Paimpont, ils atteignirent Plélan et se dirigèrent vers Ploërmel qui est à six lieues de là : Le Roy, originaire de cette ville, espérait s'y procurer un asile ; mais aucune porte ne s'ouvrit devant des proscrits si compromettants. Ils revinrent donc à Plélan, s'abritèrent durant trois jours dans un château inhabité^[9] ; avertis par un billet anonyme, tombé du ciel, qu'il était temps de déguerpir, ils retournèrent à Ploërmel et y arrivèrent juste au moment où l'on affichait à la municipalité le décret mettant Puisaye et ses complices hors la loi : défense de les héberger sous peine de mort. Le Roy, découragé, quitta ses amis ; Puisaye et Focard restaient sans guide dans ce pays qui leur était inconnu, dont ils ne parlaient pas la langue et, par surcroît de disgrâce, signalés à tous les postes. Focard, à bout de forces, s'abandonnait ; Puisaye, tenace, gardait confiance en sa fortune ; sans but, tous deux reprirent, en pleine nuit, le chemin de Rennes ; leurs chevaux fourbus ne pouvaient plus les porter ; il fallait trouver un refuge avant le jour, ou c'était la mort.

Comme l'aube allait poindre, ils avisèrent, à l'entrée du bourg de Beignon, qu'ils avaient traversé la veille, une

misérable auberge, dont l'écurie n'était pas fermée. Focard y plaça les chevaux sans être aperçu et constata qu'une porte laissée entr'ouverte, donnait accès à une soupente garnie de lits. Tout était silencieux dans la maison ; sans bruit, les fugitifs se couchèrent ; ils dormirent durant quatorze heures. Au réveil, en plein jour, nul des habitants de l'auberge ne semblait s'apercevoir de leur présence ; ils questionnèrent prudemment ; ils se trouvaient chez « de très braves gens » ; l'hôtelier, trop souvent molesté par les Bleus, avait « le cerveau dérangé » ; sa nièce tenait l'auberge ; elle eut vite discerné que les deux voyageurs étaient des proscrits ; elle les engagea à rester dans le pays ; le bourg, ainsi que la Bretagne entière, disait-elle, « tenait pour les royalistes » ; elle envoya les chevaux dans un endroit sûr ; elle conseilla à ses hôtes d'alléger leur équipement de tout vestige d'élégance et, par excès de prudence, elle leur procura un abri, plus isolé que son auberge, « à deux lieues de là, chez des métayers bien pensants ».

Ce répit ne fut pas pour Puisaye du temps perdu. Il put se procurer les gazettes ; Le Roy, terré aux environs, lui communiquait les nouvelles. Le vaincu de Pacy-sur-Eure apprit à connaître la Bretagne ; il sut que beaucoup de « bons prêtres » vivaient cachés à proximité de leur paroisse ; il se mit en rapport avec quelques-uns de ces ecclésiastiques, et connut ainsi que, dans la région de Fougères et de Vitré, un grand nombre de paysans, irrités par la persécution religieuse, étaient en insurrection et reconnaissaient comme chef un enfant de dix-sept ans, Piquet du Boisguy^[10]. Puisaye partit, emmenant Le Roy et Focard. Parvenu sans malencontre aux confins du

Maine, comme il traversait la forêt du Pertre, il découvrit, dans un épais taillis, une cabane abandonnée, ayant probablement servi d'abri à des prêtres traqués et il s'y logea avec ses compagnons. On se trouvait là, à l'écart de tout endroit habité ; le bourg du Pertre était distant d'une longue lieue ; mais en explorant la forêt, Puisaye constata qu'elle servait de refuge à un certain nombre de malheureux, réduits, comme lui, à vivre cachés. Il lia connaissance avec deux de ces robinsons, deux frères nommés de Legge, l'un ci-devant capitaine au régiment de Brie, l'autre prêtre réfractaire^[11]. Ils contèrent comment, depuis plus de deux ans, un gentilhomme campagnard des environs d'Antrain, le marquis de la Rouerie, fort de l'approbation des princes émigrés, frères de Louis XVI, avait organisé une vaste conjuration dont les ramifications s'étendaient sur toute la Bretagne. Très ardent, très autoritaire, très aimé des paysans, la Rouerie s'était appliqué à choisir dans chaque paroisse un chef influent et résolu portant le titre de « capitaine ». Les chefs de cantons étaient « majors », les chefs de districts « colonels », les commandants d'un département « maréchaux de camp ». Ainsi s'étaient constitués les cadres d'une nombreuse armée recrutée parmi tous ceux, hobereaux ou villageois, qu'indignaient les nouveautés sacrilèges émanées des assemblées révolutionnaires. Le château de la Rouerie, transformé en arsenal, fournissait des fusils, de la poudre et même des canons ; pour communiquer avec ses partisans, le marquis avait établi des « lignes de correspondance » sillonnant tout le pays, depuis les côtes de Saint-Malo jusqu'au fond du Morbihan et assurant à ses émissaires, presque en chaque village, un abri et des affiliés

accueillants. Le soulèvement général était imminent quand, au début de 1793, vendu au gouvernement par son plus cher compagnon, la Rouerie mourut de saisissement en apprenant l'exécution du Roi. Douze de ses complices, hommes et femmes, avaient été guillotins, en juin, à Paris ; mais l'un des lieutenants du marquis était parvenu à soustraire la liste de ses officiers et le contrôle des compagnies de paroisse, de sorte que l'association, en sommeil depuis le décès de son chef, pourrait être en peu de temps tirée de sa léthargie, s'il se trouvait un homme assez hardi et assez autorisé pour assumer la succession de la Rouerie.

Ces révélations suggèrent à Puisaye un plan de salut : son existence est à la merci d'un hasard : la seule chance d'échapper à l'échafaud est la débâcle de cette révolution contre laquelle il s'est imprudemment mis en guerre. Pourquoi ne tenterait-il pas de l'abattre ? — Tout de suite, sa résolution est prise... Qu'un homme dont la tête est mise à prix, n'osant sortir du bois où il gîte, sans toit, sans soutien, sans autres amis que deux proscrits aussi compromis, aussi errant que lui, forme le dessein d'entrer en lutte contre un ennemi disposant des ressources de la nation la plus puissante du monde, voilà qui passe la vraisemblance : c'est pourtant ce que méditait de tenter Puisaye, tapi sous sa hutte de branchages. Sans doute se rémémorait-il le roman de sa vie lorsqu'il écrivait plus tard : « En révolution, si quelque chose a le droit d'étonner, c'est qu'il y ait des gens qui s'étonnent^[12]. »

Il était trop madré pour ne pas discerner, dès le début de cette téméraire partie, que son jeu manquait d'atouts : aucun titre à se poser en mandataire des Princes ; ceux-ci, bien

probablement, ignoraient qu'il existât ; son nom, d'ailleurs, au jugement des purs royalistes, était celui d'un traître, puisque Puisaye, gentilhomme et officier de la garde du roi, avait servi la cause des Girondins régicides ; aux *Bleus*, il paraissait tout aussi méprisable, comptant parmi ceux que l'on appelait, dans le jargon de l'époque, les « restes impurs de l'infâme fédéralisme ». Par surcroît d'achoppement, il n'était pas breton, tare irrémédiable aux yeux de quiconque est né dans le pays qui s'étend de Cancale au Croisic et d'Ingrandes à Ouessant. Il rusa : s'étant attaché un homme du pays, Laurent, d'une fidélité candide et quasi dévotieuse, il enrôla, par l'intermédiaire de ce serviteur, une fille de vingt-deux ans, matoise et intrépide^[13] ; cette luronne affrontait audacieusement tous les périls ; elle traversait chaque jour les postes de l'armée républicaine et ne fut pas une seule fois suspectée. Bientôt, grâce aux insinuations de cette acolyte bien stylée, la rumeur s'infiltra dans la région que, au fond de la forêt du Pertre, vivait un personnage mystérieux, — *le comte Joseph*, — un proscrit de marque, un prince du sang royal peut-être... Ses générosités accroissaient son prestige ; il distribuait l'argent sans compter, laissant croire qu'il disposait de sommes inépuisables « en raison de ses relations avec l'empereur d'Autriche et le roi d'Angleterre ». La mystification eut son plein effet sur les paysans révoltés, épris de légendes, et dont le nombre s'était augmenté, au printemps, de tous les réfractaires à la levée de 300.000 hommes décrétée par la Convention. Outre les bandes dont dispose le jeune Boisguy, autour de Fougères, il y a, aux environs de Laval, celle de Jean Cottereau, dit *Jean Chouan*, celle de *Jambe*

d'Argent dans la Mayenne, celle de la *Vache noire* que commande Courtyllier, dit *Saint Paul*, et quelques-uns de ces groupements obéissent à un certain *Monsieur Jacques*, ancien officier de la garde du Roi. Car, pour dérouter les dénonciateurs, ces révoltés ont adopté des sobriquets : *Sans peur*, *Cœur de lion*, *Monte à l'assaut*, *Brave la mort*, *Sans quartier* ; sur un ordre ils prennent le fusil, s'embusquent, harcèlent les Bleus, tracassent les acheteurs de biens nationaux et les prêtres « sermentés », puis le coup fait, ils se dispersent, rentrent chez eux, reprennent la charrue ou l'outil habituel, leur nom légal, et cette double personnalité les fait insaisissables.

Puisaye projetait de rallier ces éléments disséminés et d'en être le chef. Ses premières propositions à Boisguy furent reçues froidement ; une autre démarche auprès des généraux vendéens n'eut pas meilleur succès. C'était à la fin d'octobre 1793, époque où l'armée royale de Vendée, repoussée de son territoire, émigrerait en masse sur la rive droite de la Loire^[14]. Troupeau lamentable de combattants affamés et ralentis dans leur marche par une longue suite de femmes et d'enfants piétinant pêle-mêle dans la boue, de charrettes portant des blessés livides et des vieillards épuisés ; par deux fois elle passa à proximité de la forêt où Puisaye se tenait reclus sans qu'il se décidât à la rejoindre ; mais le désastre des Vendéens le servit : beaucoup quittaient la colonne et s'enfonçaient dans les bois pour échapper aux poursuites des Bleus. La forêt du Pertre en reçut un grand nombre. Le *comte Joseph* les accueillit comme dans son domaine : à certains officiers il offrit de partager l'abri de sa hutte ; aux hommes il enseignait le moyen de se terrer en creusant des fossés qu'on recouvrait de branches

et de gazon. Il enrégimenta ainsi un assez important contingent de soldats armés qu'il destinait à former sa garde. Chaque fosse, — ou *loge*, — contenait sept hommes dont l'un commandait aux six autres ; sept fosses composaient un cantonnement ; sept cantonnements une division. Les approvisionnements ne faisaient pas défaut, les paysans de la région amenant en grande quantité au campement de la forêt leurs bestiaux et leurs grains pour les soustraire aux réquisitions des républicains. La troupe de Puisaye se renforçait donc de jour en jour quand, à l'aube du 29 novembre 1793, les Bleus pénètrent dans la forêt, marchent droit à la cabane où dort le *comte Joseph*, aux côtés de son médecin Focard, de son ami Le Roy et de trois officiers royalistes. Fusillade : deux des officiers sont tués ; Puisaye et Le Roy se sauvent, en chemise, et disparaissent dans l'épaisseur du bois, traînant Focard, grièvement blessé, qu'ils abandonnent dans un taillis. Le malheureux ne tardera pas à être pris ; son aventure se terminera à Rennes, sur l'échafaud révolutionnaire.

Dépisté, Puisaye va reprendre la vie nomade ; du moins marche-t-il maintenant entouré d'une garde de chouans résolus ; il rayonne autour de Rennes, tente même de s'emparer par surprise de la ville, sans succès ; on le voit avec sa troupe, parfois forte d'un millier d'hommes, à Beignon, sur la route de Ploërmel, là même où il a trouvé son premier gîte en Bretagne, à Concoret dans le Morbihan, à Maure, à Bain, à Liffré ; il séjourne fréquemment au château du Plessis, près de Vern, cherchant, non sans déconvenues, à se mettre en relations avec les insurgés royalistes qui pullulent dans la région ; et tout à coup le hasard lui confère enfin la suprématie si obstinément

convoitée. Une femme lui remit, certain jour de janvier 1794, des dépêches officielles arrivant d'Angleterre et adressées *au commandant en chef des armées royales de Bretagne*. Ces dépêches étaient apportées de Jersey par un ancien agent de la Rouerie, Noël Prigent, maraîcher à Saint-Malo, qui, depuis deux ans, à la barbe des gardes-côtes et de la douane, assurait, avec une impunité surprenante, les communications entre les royalistes bretons et les îles anglaises. Cette fois il était chargé de transmettre aux chefs vendéens, qu'il croyait trouver maîtres de Granville, l'assurance d'un prochain concours de l'Angleterre et de l'arrivée imminente de la flotte britannique.

Retardé dans son voyage, apprenant, au débarqué, que l'armée vendéenne s'était depuis longtemps repliée et se traînait maintenant au delà de Nantes, brisée, dispersée, sur le point d'être anéantie, Prigent se trouva fort embarrassé du courrier dont il était porteur. Il entendit parler de ce grand personnage qui, sous le nom de *Comte Joseph*, se dérobait mystérieusement au fond des bois ou dans les landes et passait pour être en Bretagne le plus actif représentant des Princes exilés : il lui fit tenir les dépêches anglaises, et Puisaye, par la lecture de ces lettres, destinées à d'autres, apprit, le premier, que le cabinet de Londres se montrerait disposé à soutenir, dans certaines conditions, l'effort des insurgés de l'Ouest et à concourir au rétablissement de la monarchie légitime. La possession d'une si grave et décisive communication centuplait sa propre importance ; il passait de l'humble rôle de mouche du coche à l'enivrant emploi de grand diplomate, et aussitôt il fut à la hauteur de sa tâche : bien persuadé que le gouvernement britannique ne soutiendrait jamais une cause

perdue, il décida, tout d'abord, de le convaincre que le désastre de l'armée vendéenne n'était pas, pour le parti royaliste, un coup mortel, les Bretons, secrètement enrégimentés, n'attendant qu'un signal pour se soulever en masse et jeter bas la République. Il importait surtout de présenter aux ministres du roi George un projet d'action économique permettant de réaliser la contre-révolution sans qu'il en coûtât un schelling à l'Angleterre ; et c'est alors que Puisaye conçut ce séduisant et déloyal stratagème, qui lui fut personnellement très profitable, mais ne lui valut point la gloire.

Il partait de cet axiome que la Révolution, en gageant ses assignats sur les propriétés volées aux Princes, au clergé et aux émigrés, émettait de la fausse monnaie. Le propriétaire injustement dépossédé ayant le droit de reprendre son bien par tous les moyens en son pouvoir, il en concluait que les Princes, les émigrés et le clergé étaient seuls désignés pour mettre en circulation un papier-monnaie honnêtement et solidement gagé. Il se proposait donc d'établir à Londres une vaste imprimerie « d'assignats royaux », absolument semblables aux assignats de la Nation, sauf un *signe secret*, perceptible aux seuls initiés^[15], et qui permettrait de déclarer ce papier-monnaie *remboursable en numéraire*, à l'exclusion de tout autre, dès la restauration de la monarchie. Cette conception ruinerait indubitablement le crédit de la République et la mettrait à merci en quelques semaines. À ce titre, elle ne déplut pas ; d'irréprochables gentilshommes, susceptibles sur le point d'honneur et qui auraient individuellement mieux aimé mourir que faire tort d'un liard au plus avéré fripon, goûtèrent fort cette ruse de guerre^[16]. On était, il est vrai, au printemps de

1794, la terreur faisait rage ; pas une ville où l'échafaud ne fût en permanence, et la proposition de Puisaye s'adressait à des hommes que la ruine, les deuils, la persécution réduisaient au désespoir et qui s'accoutumèrent à le considérer comme leur chef en raison même de l'audace et de la nouveauté de ses projets.

L'un des premiers qu'il s'attacha appartenait à une antique et noble famille ; c'était le chevalier de Tinteniach, romanesque et touchante figure : au début de sa carrière, brillant officier aux cheveau-légers, puis de la marine royale, ardent au plaisir, il a aimé, il a joué ; de retentissants duels et de mauvaises affaires ont compromis son avenir ; sa famille l'a renié ; la Révolution venue, enrôlé dans l'état-major de la Rouerie, puis émigré en Angleterre, il continue à servir la cause royale ; en août 1793, il débarque, un soir, sur la côte de Saint-Malo, marche jusqu'au matin dans la campagne, parcourt cinquante lieues en cinq nuits, passe la Loire à la nage, se présente aux chefs vendéens. Un si tenace dévouement de la part de cet inconnu étonne ; Tinteniach est reçu avec méfiance ; il confesse qu'il cherche à expier par quelque action d'éclat « les fautes de sa jeunesse ». Il retourne à la côte, s'embarque, aborde en Danemark, pousse jusqu'en Westphalie à la recherche du comte d'Artois dont il veut prendre les instructions. Le voici, de nouveau en France ; il se met aux ordres de Puisaye. Il a trente ans ; il est de petite taille, mais d'une figure séduisante qu'éclairent des yeux pleins de franchise et de bravoure. Par son active entremise, il rallie à Puisaye le chevalier de Silz, chef d'une légion du Morbihan, puis un ancien officier de la Rouerie, le comte de Lantivy, puis encore un paysan chef de

bande, Jean Jan, que rendirent fameux son intrépidité et sa haine farouche des Bleus, et aussi un petit hobereau des environs d'Auray, au nom encore obscur et qui s'appelle Georges Cadoudal ; d'autres enfin qui seront marquants, Guillemot, Saint-Régent, Mercier la Vendée. Malgré leur dispersion, Puisaye correspond régulièrement avec tous ; il est parvenu à rétablir et à amplifier ces lignes de communication clandestine créées par la Rouerie et le long desquelles un émigré arrivant de la côte ou un émissaire porteur de dépêches sont certains de rencontrer, de distance en distance, refuge sûr dont la porte est toujours ouverte, hôte discret, guides et, en cas de besoin, assistance toute dévouée. C'est dans un de ces abris que, sans le savoir, est entré Puisaye au début de son séjour en Bretagne.

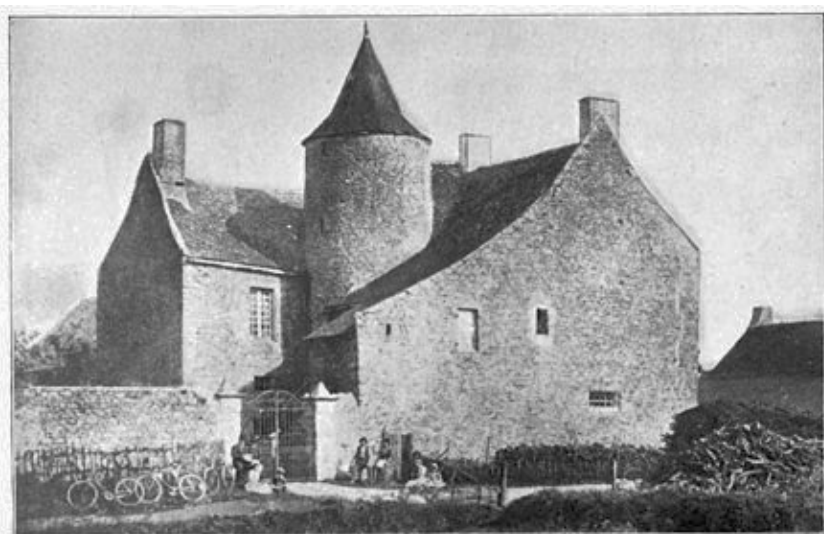
Pour qui débarque, par exemple, dans le golfe de Saint-Brieuc, à la plage d'Erquy, la première maison de correspondance est à Nantois, tout près des ruines du château de Guémadeuc ; la seconde à la Villegourio, d'où la piste se dirige vers la Villeneuve, au nord de Lamballe ; là, dans la maison d'une dame Kerverso est une belle « cache » pratiquée sous une passerelle reliant le grenier à un bâtiment de service : quand on presse une cheville, l'une des planches de ce pont rustique « se coule », — « si, en la poussant, elle ne vient pas tout de suite, c'est signe qu'il y a quelqu'un dedans, car la cache se ferme de l'intérieur à l'aide d'un crochet assez fort », au dire d'un dénonciateur anonyme qui connaît manifestement, pour s'y être blotti, la cachette de la Villeneuve^[17]. À Quessoy, la station suivante est chez « les filles du Gage ». — « Lorsqu'elles voient la troupe arriver, elles affectent beaucoup

de politesse et, pendant ce temps-là, elles font disparaître ce qu'elles veulent dérober aux recherches^[18]. » De Quessoy, on oblique vers Bréhand : refuges à la Ville-Louët et au manoir de Boishardy ; puis, sans traverser Moncontour, la piste gravit les pentes du Mené et atteint la Mirlitantouille, hameau de deux maisons situées à trois cents pas de la crête de la colline ; de ces deux maisons l'une est abandonnée, dans l'autre la fille Plé et son père tiennent cabaret. La Mirlitantouille est au carrefour de quatre chemins : celui de Moncontour, celui de Plœuc par Plémy, conduisant à la forêt de Lorges ; celui de Collinée et celui de Loudéac. De la lande immense qui commence à cet endroit et qui monte aux crêtes du Mené, la vue s'étend au loin sur les deux versants de la montagne : au nord, vers Saint-Brieuc, c'est la région de Moncontour, bien cultivée, couverte de vergers et de prairies ; au sud, vers le Morbihan, pas un hameau, pas une maison n'apparaissent, rien que des bois et des landes ; à l'horizon, une longue ligne sombre d'épaisses forêts. Tracé parmi les ajoncs et les genêts d'or, les bruyères rousses et les robustes blocs de granit qui, çà et là, percent le sol, le chemin des chouans gagne les sommets du Mené, le Bel Air, puis la Butte à l'Anguille où se trouve une maison de correspondance : l'endroit est redouté ; Jean Villeneuve, — surnommé *Jean de la Butte*, — le seul habitant de ce désert, égorge, dit-on, les voyageurs qu'il soupçonne bien munis d'argent et enfouit leurs corps dans la lande^[19]. De cette hauteur la piste descend sur Saint-Gilles-du-Mené, et à travers un pays âpre, couvert de bois, coupé de ravins profonds, elle passe au manoir de Bosseny où les émissaires royalistes sont assurés d'un bon accueil ; elle se dirige ensuite vers la hutte

d'un sabotier de Saint-Vran, du nom de Jacques Lacroix, pour gagner Ménéac et la sombre forêt de La Nouée, domaine de Saint-Régent, dit *Pierrot*, l'un des plus actifs adversaires de la République. Il vit dans les bois ; il a sa « loge » à droite du chemin qui va du village de La Nouée au Pas-aux-Biches ; il circule sans appréhension ; on le voit souvent au Questel, en Pleugriffet, où il mange ; il est habituellement vêtu d'une pelisse de hussard, jaune et garnie d'hermine, d'un pantalon de peau, d'un gilet moucheté couleur café^[20] ». C'est un homme de très petite taille, — quatre pieds, quatre pouces^[21], — d'aspect malingre, « en raison d'une balle qu'il a reçue dans le côté gauche », avec un visage maigre, le nez long et effilé, les yeux bleus et vifs, d'ailleurs très courtois, très doux et d'un enjouement inaltérable.

L'étape suivante est à la Ville-Bouquet, en Guégon, près de Josselin ; puis on va à Kerdaniel, vieille gentilhommière percée de caches et voisine de souterrains ; les chefs royalistes s'y réunissent quelquefois. Non loin de là, au passage de la Claye qui coule au fond d'un ravin à pic, est « la maison du Roc », ferme proprette, juchée sur un promontoire de rochers gris ; un grand sapin signale de loin ce refuge, le plus renommé de toute la Bretagne ; là habite la veuve Lohezic, *la mère aux chouans*, bonne femme qu'on dit riche et qui prodigue ses gâteries aux partisans de la « bonne cause^[22] », La dernière station de la route est Camezon^[23], à quelque cent toises du Pont-du-Loc. On est là dans la région dont Georges Cadoudal est le maître et quand il fixe sa résidence à Grandchamp, se trouve toujours à Camezon un de ses agents pour recevoir hommes et dépêches^[24].

On bornera à ces indications sommaires la description de cette voie clandestine ; elle était la plus fréquentée de la Bretagne mais non la seule : une autre, également très suivie, bifurquait de la première à Ménéac vers le cap Fréhel et la baie de la Fresnaye, lieux propices aux débarquements ; elle passait par Plumaugat ; les chouans s'y hébergeaient soit chez Pierre Ballu, où ils étaient à peu près sûrs de trouver « un bon prêtre » en cas qu'ils voulussent se confesser, soit chez « la nommée Robinault », sœur de Saint-Régent. — « Cette fille, écrit un espion de police, professe des opinions fanatiques et on lui attribue le massacre de vingt militaires^[25]. » Une autre route de correspondance se dirigeait vers Rennes et Paris ; une autre atteignait les bords de la Loire, aux environs de Savenay, se prolongeait dans la Vendée et, par le Blésois, le Berry et le Bourbonnais, permettait de gagner la Suisse sans trop mauvaises rencontres^[26]. Quant aux courriers, comme ils effectuaient de longs trajets, ils adoptaient les plus rustiques travestissements, témoin ce Pierre Olivier, du village de La Nouée, qu'on voit souvent, revenant du bois, chargé d'un gros fagot dans lequel sont cachés ses papiers et ses



LE MANOIR DE BOISHARDY
avant les récentes modifications

armes, ou cet autre, nommé Molard, de Plumieux, qui, lorsqu'il porte la correspondance, « a toujours deux formes derrière le dos et son tablier sur le ventre, comme un cordonnier qui va à sa journée^[27] ». Sans cesse ces facteurs arpentent les chemins entre le Morbihan et la côte de Saint-Brieuc ou de Saint-Malo ; leur service est presque régulier : — « C'est une véritable poste qui rivalise avec celle du gouvernement et arrive à faire mieux qu'elle » ; d'où, en décembre 1795, cette plainte du district de Josselin à l'administration départementale : — « les Chouans reçoivent leur courrier deux et trois fois par semaine et les républicains une fois seulement par décade^[28] ! »

Cette organisation créée par la Rouerie^[29], servit grandement les ambitieux desseins de Puisaye ; il fut aidé aussi par l'indéniable séduction de sa prestance et de sa parole ; son aplomb fit le reste. Dès le printemps de 1794 on le voit se parer du titre de *général* qu'il s'est à lui-même décerné. Il parlera

bientôt des pouvoirs à lui confiés par les Princes, frères de Louis XVI, bien avant que ceux-ci, — dont l'un est à Vérone et l'autre à Arnheim, — aient entendu parler de lui. L'été ne sera pas écoulé qu'il signera *général en chef*, sans soulever aucune protestation ; voilà comment, en moins d'un an, ce proscrit, ce condamné à mort, cet hors la loi parvint à conquérir la Bretagne, de toutes les provinces la plus hostile à ce qui n'est pas autochtone. Aux royalistes, très nombreux, mais sans lien, un chef était indispensable ; aucun d'eux ne présentait alors assez de surface pour prendre le pas sur les autres qui, probablement, n'y auraient pas consenti ; cet inconnu s'offrait, semblait s'imposer, on l'accepta, sans l'acclamer : il y eut toujours une sorte d'antipathique réserve dans la soumission des Bretons à Puisaye ; mais bien des préventions tombèrent du jour où, par l'intermédiaire de Tinteniach, il eut rallié Boishardy.

*

* *

Quoique sa renommée soit demeurée purement locale, Boishardy^[30] reste une de ces attachantes figures qui, parmi la froide phalange des morts dont l'Histoire recueille les noms, semblent garder quelque chose de la chaleur entraînante et de la pathétique sympathie dont surabonda leur vie fougueuse. Il était beau ; de taille moyenne mais naturellement élégante, il avait des traits réguliers, le regard ouvert, des cheveux châtain clair, donnant à sa physionomie martiale un aspect de douceur que ne démentait pas son caractère^[31]. Sa courtoisie, sa franchise, sa générosité et aussi la simplicité de ses manières lui gagnèrent l'affection des paysans de la région de

Moncontour où était situé, dans la paroisse de Bréhand, son manoir héréditaire, simple gentilhommière, plus ferme que château, entourée d'un potager et de vergers, mais à laquelle une tour du ^{xv}^e siècle, coiffée en poivrière et de hautes et vastes pièces prêtaient assez noble allure^[32].

Boishardy était fils d'un ancien mousquetaire, mort en 1767. Lui-même, lieutenant au Royal-Marine, devenu bientôt le 60^e régiment d'infanterie, se trouvait en 1792, en garnison à La Rochelle ; il y prêta le serment civique, mais il se démit peu après et revint en Bretagne, appelé par le marquis de la Rouerie qui lui confia le commandement de la division des Côtes-du-Nord^[33]. Boishardy avait alors trente ans ; il recruta activement ; costumé en paysan, en « marchand d'œufs », il courait les foires, endoctrinant les villageois ; son éloquence était si persuasive « que l'on quittait tout pour l'entendre^[34] ». La Rouerie mort, Boishardy ne désarme pas ; on est au printemps de 1793 ; la Convention vient de décréter la levée des 300.000 hommes ; avec une témérité insolente, il ameuté les gas de Bréhand ; debout sur le mur du cimetière, il les exhorte, se met à leur tête ; il est vêtu « d'une veste de cultivateur », il porte un fusil sur l'épaule, des pistolets sont à sa ceinture. Sa troupe grossit en route de tous les jeunes gens qui répugnent à servir « les régicides », ceux de Meslin, de Coëtmieux, de Pommeret, de Quessoy, de Plaintel ; il les passe en revue à la lande du Gras, qui domine Meslin, marche sur Pommeret « pour y chercher le rôle des conscrits et le mettre en pièces » ; puis il se poste sur le grand chemin de Lamballe à Saint-Brieuc, attaque, au pont sur l'Évron, la diligence qui porte le courrier de Paris, disperse à coups de fusil la garde

nationale de Lamballe qui s'oppose mollement à sa marche. Dans la nuit il rentrait victorieux à Bréhand. L'événement mit en grand émoi les autorités du chef-lieu ; on assurait que Boishardy, sur un simple appel, avait réuni pour ce coup d'essai quatre mille paysans suffisamment armés. En groupant toutes les forces dont disposaient les autorités du département, on n'aurait pas mis en ligne pareil nombre d'hommes.

Il fallait sévir : or Saint-Brieuc comptait parmi son tribunal, deux magistrats mal disposés à composer avec les rebelles : le président Leroux de Chef du Bois, — qui se nommait maintenant Leroux, tout court, — homme sévère et sombre, d'autant plus désireux de réprimer toute tentative contre-révolutionnaire que, acheteur de biens nationaux, il arrondissait un domaine aux portes de Tréguier ; — et l'accusateur public, Besné de la Hauteville, — qui lui aussi, depuis peu, signait démocratiquement Besné, sans plus, — républicain renommé pour son intégrité dont il ne cessait de faire étalage. Écrivain d'une prolixité redoutable, il submergeait les ministres et les comités d'un déluge de protestations, de flatteries, voire de conseils ou d'admonestations, certain que son patriotisme éclairé lui procurait des vues lumineuses sur la situation politique générale et sur celle de la Bretagne en particulier^[35]. Il se vante à tout propos « d'avoir secoué, le premier, le joug de la tyrannie, proclamé la République dès 1791 ! » et fondé une loge maçonnique, modestement intitulée *loge de la Vertu triomphante*. Il signe ces élucubrations *Besné, vétéran de la Révolution*^[36]. Ce magistrat modèle approchait, en 1793, de la cinquantaine^[37]. De taille presque gigantesque^[38], il avait les yeux bruns et renfoncés, le nez gros et rouge, le teint fortement

couperosé ; il couvrait son crâne chauve d'une perruque marron^[39]. Sans fortune et père de treize enfants, il pratiquait, pour améliorer ses maigres émoluments, des trafics assez inquiétants : ainsi on vit, non sans étonnement, cet accusateur public se poser en avocat de certains prévenus ; ou bien, quoique ardent démagogue, il se déclarait adjudicataire de propriétés d'émigrés comme prête-nom de familles nobles désireuses de racheter secrètement leurs biens confisqués^[40]. Ce cumul louche effarouchait les honnêtes administrateurs du département ; mais comment soupçonner de péculat, ou même d'indélicatesse, l'homme pur à qui Saint-Brieuc devait la loge de la *Vertu triomphante* ?

On lança des mandats d'amener contre le châtelain de Bréhand et quelques-uns de ses complices dont on était parvenu à se procurer les noms ; le président Leroux les appela à son tribunal, Besné requit contre eux le châtiment suprême : Boishardy et neuf de ses partisans furent condamnés à mort^[41], pour la forme et par défaut, car on n'avait réussi à capturer aucun des accusés. Jamais, d'ailleurs, contumaces ne portèrent plus allègrement si redoutable verdict : Boishardy n'avait même pas quitté le pays : on le voyait partout mais on ne le trouvait nulle part. En vain, durant près d'un an les autorités des Côtes-du-Nord lancèrent à sa poursuite des détachements de troupes ; ceux-ci cernèrent des villages, fouillèrent des châteaux, firent perquisition dans des fermes où l'on supposait que le proscrit pouvait être caché ; on ne découvrit rien. On mobilisa même contre lui vingt-cinq canonniers de Guingamp, pourvus d'une pièce d'artillerie, sous le commandement d'un administrateur du département, Hello^[42], mais sans meilleur

succès. On mit en arrestation toute la municipalité de Bréhand, et aussi celle de Quessoy, et encore celle de Hénon, coupables d'avoir souffert sur le territoire de leurs communes la présence du factieux ; nul ne tenta de se soustraire à l'emprisonnement en révélant sa retraite. On essaya de lui tendre un piège : il y avait en Bréhand, un manoir, celui de la Ville-Louët, où, disait-on, Boishardy était fréquemment attiré par son affection pour une très jeune fille, presque encore une enfant, mademoiselle Joséphine de Kercadio. Ayant, depuis huit ans, perdu son père, mademoiselle de Kercadio vivait à la Ville-Louët, seule avec sa mère^[43]. On arrêta celle-ci comme suspecte et on la dirigea vers la prison de Lamballe, sans lui accorder, malgré ses instantes prières, l'autorisation d'emmener avec elle Joséphine qui dut rester à la Ville-Louët, sous la garde de ses domestiques^[44]. Sans doute espérait-on que l'isolement de l'orpheline conduirait dans le voisinage, Boishardy, soucieux de veiller sur sa jeune amie. Il ne parut pas. Le jugement qui l'avait condamné, ordonnait la confiscation et la vente, au profit de la Nation, de tous les biens du contumace. Le manoir de Boishardy, son mobilier, les terres, les métairies, le moulin qui en dépendaient, — environ 130 journaux de terre dont 50 au moins de landes et de bois^[45], furent mis en adjudication et passèrent à un intrus. Boishardy laissa faire sans se manifester. Le seul résultat de cette spoliation fut d'établir que ce n'était pas « à prix d'or » qu'il achetait le dévouement de ses paysans : il était presque pauvre : tous ses biens, y compris une maison sise à Lamballe, ne lui avaient jamais fourni plus de 1.600 livres de revenu^[46].

Quoique insaisissable, il n'a pas quitté la région de

Moncontour, propice aux refuites et aux échappées : prés enclos de hauts talus plantés de chênes étêtés, de haies épaisses ; fourrés inextricables, labyrinthe de chemins creux qui, au fond de cette mer d'arbres, serpentent, se croisent, s'écartent, se nouent, se détournent... Boishardy circule en plus complète sécurité que les détachements lancés à sa poursuite ; pour ceux-ci « chaque champ est une forteresse, chaque arbre masque un piège » ; lui, pas un jour il n'arrête de renforcer sa troupe et de l'exercer : les Bleus l'ont surnommé *le sorcier*. Quelqu'un l'a vu, dans les bois de Caurel, à une demi-lieue de Mur-de-Bretagne : au cœur de la forêt, est un *placis* d'environ quatre journaux^[47] qui lui sert de terrain de manœuvre. On a laissé, au centre de cette esplanade un grand hêtre à la cime duquel est fixé un crucifix d'étain. Parfois se réunissent là 3 à 4.000 chouans ; on y procède à l'élection des sergents et des caporaux. Boishardy préside, vêtu d'une carmagnole bleue, coiffé d'un chapeau à grande cuve ; il est armé d'un sabre et d'un fusil à deux coups^[48]. On croirait que les Bleus, égarés sur de fausses pistes le cherchent partout où il n'est pas, comme dans cette expédition où cent hommes de la 17^e demi-brigade envahissent les villages de Plédran et de Hénou, visitent toutes les maisons sans rien découvrir^[49] : peut-être Boishardy, tandis qu'on perquisitionne dans Hénou, pêche-t-il tranquillement à la ligne, à une demi-lieue du village, au bord de l'étang du Colombier ; car il consacre ses loisirs à cette occupation pacifique, ainsi qu'en témoigne l'un des officiers municipaux de l'endroit^[50]. De temps à autre, il arrive qu'un maladroît de ses bandes se laisse prendre ; on l'amène à Lamballe ou à Saint-Brieuc ; on le menace de mort, on le

presse de questions et l'on apprend des choses terrifiantes : telles que les révélations d'un certain Gilles Garandel annonçant que « sous quinze jours ou trois semaines, Boishardy aura 90.000 hommes armés et équipés ; le duc de Chartres commandera cette armée ; tous les patriotes, et particulièrement les corps constitués doivent périr : la cavalerie est dans la forêt de La Nouée, un camp dans celle de La Hunaudais^[51]... » Il est aussi fait mention, dans ces délations, d'une belle jeune fille qu'on voit quelquefois, « les cheveux dénoués, montée sur un petit cheval gris »... Mademoiselle de Kercadio évidemment, galopant vers la retraite de son ami.

Ces effarants propos sont, en quelque sorte, confirmés par le juge de paix de Quintin, Dubouilly, un bon patriote, celui-là, qui écrit : — « Boishardy fréquente le village de Plaintel depuis six mois... Je l'ai épié plusieurs fois sans avoir pu le rencontrer... Ses gens ont des mouches partout.. Ma femme passant un jour près de la Ville-Hamon, — écart de Plaintel, non loin de la forêt de Lorges, — rencontra sur la route différents feux avec des gardiens à peu de distance les uns des autres... Dans son retour elle trouva plusieurs autres feux et fut abordée par un homme qui lui dit : — « Madame, vous êtes trop hardie, je vais vous conduire... » L'imprudente s'était bien probablement aventurée dans les environs du quartier général de Boishardy. Et Dubouilly ajoute : — « À la Ville-Menguy », — ferme-manoir presque dans la forêt de Lorges, à cent toises de l'étoile de Gourlay, — « il y a des souterrains : l'une de mes mouches m'a dit que l'ouverture est dans une armoire, vis-à-vis la porte d'entrée^[52]... » Dubouilly avait trop

parlé : huit jours plus tard, aux portes même de Quintin, il fut, en plein jour, accosté par cinq chouans « qui lui tirèrent chacun un coup de fusil et lui écrasèrent la tête à coups de crosse^[53]. » Boishardy était bien servi.

Constatant l'impuissance de la répression, l'accusateur public Besné trépignait de rage ; à ses titres s'ajoutait maintenant celui de capitaine des chasseurs de la garde nationale^[54]. Que n'allait-il, à la tête de sa compagnie, explorer ces manoirs mystérieux, à la lisière des grands bois ? Il se contentait de rédiger sans lassitude sa propre apologie, et les cartons des comités s'encombraient de factums portant ce titre pompeux : *Vie politique et publique de Malo, Henri, Julien Besné, né à Dinan, le 26 juin 1744, père de treize enfants vivants, ennemi déclaré de tous les abus*^[55]. Il se flattait d'avoir, en moins de deux ans, fait juger 53 procès criminels, obtenu 48 arrêts de mort, 19 déportations, 48 condamnations aux fers, 6 à la gêne, 27 à la détention, 5 à la réclusion, 20 à la prison avec amende, 32 à l'arrestation jusqu'à la paix... Et ce scélérat de Boishardy lui échappait !

Besné retardait. Depuis trois mois bientôt, la chute de Robespierre avait marqué la fin de la Terreur et si les lois restaient implacables, les palliatifs étaient à l'ordre du jour. Le comte de Puisaye, ayant réussi à reconstituer et à compléter l'œuvre de La Rouerie, pensait maintenant à passer en Angleterre afin d'obtenir du cabinet britannique des armes et des munitions ; il se flattait de décider l'un des princes français à prendre le commandement des légions bretonnes ; il avait hâte aussi de mettre en action la fabrique d'assignats au moyen